

BAYU KRISNAMURTHI

Maître de conférences au département d'agrobusiness de la Faculté d'économie et de gestion de l'Université agricole de Bogor, ancien vice-ministre du Commerce et de l'Agriculture de la République d'Indonésie

Jean-Michel Severino, président d'Investisseurs & Partenaires, ancien PDG de l'Agence française de développement, ancien vice-président de la Banque mondiale pour l'Extrême-Orient

Je me tourne à présent vers M. Krisnamurthi, qui possède une vaste expérience en élaboration de politique et en questions universitaires, et qui va poursuivre avec nous ce tour de table.

Bayu Krisnamurthi

Je vous remercie, M. le président, chers confrères, participants, amis et collègues.

L'Indonésie est considérée comme un exemple de réussite parmi les pays en proie à l'insécurité alimentaire. C'est dans les années 1960 que nous avons commencé à nous attaquer à ce problème, et après 25 ans de combat, en 1985, nous avons atteint une relative sécurité alimentaire. Pourtant, nous avons toujours été confrontés à ce fléau.

Cela fait un certain temps que l'Indonésie considère l'insécurité alimentaire comme un problème dynamique mondial. En 2019, environ 30 % de la population mondiale avait insuffisamment accès à une alimentation adaptée et souffrait d'insécurité alimentaire modérée à sévère. Bien que cette statistique n'englobe pas l'Indonésie, cette situation n'en constitue pas moins une menace permanente pour notre propre sécurité alimentaire.

Notre planète compte 2,3 à 2,5 milliards d'individus qui souffrent d'insécurité alimentaire, dont 200 millions qui connaissent une crise alimentaire, avec un manque critique d'accès à la nourriture et des problèmes de malnutrition supérieures à la normale. Or, 70 % de ces 200 millions vivent dans seulement sept pays, dont le Congo, l'Afghanistan et Haïti. Hélas, ce sont mêmes pays depuis vingt ans. Comme le disait avec justesse un précédent intervenant : nous ne parvenons ni à faire de ce problème une priorité, ni à le résoudre.

Ma deuxième remarque porte sur la pandémie de Covid-19 et la guerre. Les confinements, les perturbations des chaînes logistiques mondiales, la crise économique exacerbent encore davantage cette insécurité alimentaire. Au cours des six derniers mois, les confinements et les perturbations des chaînes logistiques ont précipité plus de 20 millions de personnes dans une crise alimentaire.

L'inflation des prix alimentaires est un autre problème. Dans presque tous les pays, quel que soit leur niveau de revenus, elle atteint au moins 5 %. Elle est de 17 % au Royaume-Uni et de



90 % en Turquie, pour ne citer que ces deux cas. La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont entraîné une baisse de la production agricole, tandis que l'inflation est principalement due à la perturbation des flux commerciaux et logistiques.

Paradoxalement, c'est par des mesures protectionnistes que les gouvernements ont réagi à ce problème. Une vingtaine de pays ont décidé d'interdire les exportations alimentaires et une douzaine de pays les restreignent, aggravant encore davantage la crise.

Dans un futur proche, nous affronterons un problème encore plus préoccupant : les engrais subiront en effet des hausses de prix et des pénuries telles que les coûts de production alimentaire augmenteront, tandis que la productivité chutera. L'Ukraine et sa région sont un producteur agro-alimentaire majeur. Avec la guerre, il est peu probable que la production se rétablisse avant longtemps.

Pour résumer, les trois années passées ont provoqué les effets suivants : 345 millions de personnes sont en péril imminent d'insécurité alimentaire, contre 200 millions auparavant ; 820 millions de personnes se couchent chaque soir le ventre vide ; 3 milliards de personnes, autrement dit un tiers de la population mondiale, souffrent d'insécurité alimentaire.

Il faut ajouter à cela que le changement climatique a négativement affecté la productivité et la capacité des agriculteurs à produire des aliments. En Grèce, le changement climatique est ainsi responsable d'une baisse de 30 % de la productivité alimentaire. Or, dans les 15 prochaines années, la planète comptera 1 milliard de bouches de plus à nourrir.

Face à une telle crise, des mesures bien plus radicales que celles existant aujourd'hui s'imposeront. Je recommande de créer une gouvernance alimentaire mondiale renforcée. En premier lieu, il est impératif de reprendre et maintenir un commerce alimentaire ouvert, afin de rétablir la confiance dans le fait que l'alimentation ne relève pas du seul commerce, mais d'une obligation morale partagée au nom de l'humanité. Excluons le commerce alimentaire de toute sanction et, dans le cas de la guerre en Ukraine, efforçons-nous de maintenir l'initiative sur les céréales de la mer Noire.

Deuxièmement, nous devons investir davantage dans les systèmes alimentaires. Notre collègue de la FAO a certes bien décrit les multiples problèmes liés aux systèmes alimentaires. Cependant il nous faut surtout y investir beaucoup plus de ressources, ainsi que dans les technologies de production et de logistique, dans les agricultures alimentaires résistantes au climat, dans l'autonomisation du capital humain, notamment des femmes, et dans l'agriculture. Il nous faut également améliorer nos infrastructures agricoles.

Dans notre région du monde, de nombreuses personnes auront besoin d'être éduquées afin de mieux maîtriser leur consommation alimentaire et de réduire gaspillages et déchets. Enfin, pour replacer les choses dans leur contexte, il faut élargir l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, lancée par le G7, et prendre davantage de mesures pratiques en réponse aux messages explicites du G20.

Cependant, rien de tout cela ne sera possible sans l'engagement du secteur privé. Les gouvernements doivent donner aux entreprises les moyens de transformer le commerce alimentaire de façon à résoudre le problème planétaire de la sécurité alimentaire.



Comme je l'ai déjà dit, l'Indonésie est l'un des rares pays fortement peuplés à avoir atteint un certain niveau de sécurité alimentaire. Mais tant que la faim sévira dans le monde, notre sécurité alimentaire domestique restera menacée.

Merci.

Jean-Michel Severino

Merci, M. Krisnamurthi, pour vos propos fort pertinents, qui soulignent la persistance de ce problème sur la durée, et pour votre liste détaillée de propositions concrètes sur les étapes à suivre. Vous avez évoqué l'enjeu du manque d'investissements, et le fait que, au cours des dernières décennies, l'agenda agricole n'a pas su trouver sa place dans les politiques publiques globales et locales. Deux exemples illustrent cette idée. En Afrique, les dépenses publiques pour l'agriculture représentent environ 0,5 % du PIB, taux extraordinairement bas, comparé aux pays de l'OCDE qui y consacrent environ 1,5 % de leur PIB. Pour ce qui est de l'aide internationale, l'agriculture apparaît très bas dans l'agenda de l'APD, bien plus bas que la santé et l'éducation, sans parler des infrastructures.